

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N ° 2022-047-DEL

Objet : Délibération portant création d'un emploi permanent d'agent d'accueil état-civil

Conseillers en exercice	23	Pour	17
Conseillers présents	15	Contre	0
Quorum	12	Abstention	0
Conseillers représentés	2	L'an 2022, le 01 juin 2022 à 20h, les conseillers municipaux de la Commune de Sainte Foy La Grande, légalement convoqués se sont réunis en mairie de Sainte Foy la Grande, sous la présidence de Madame GUIONIE Christelle, Maire.	
Suffrages exprimés	17		
Date convocation	27 mai 2022		
Date affichage	27 mai 2022		
Jean Marc Escarmant a été élu secrétaire de séance.			

Nom	Présent	Excusé, procuration à
GUIONIE Christelle	X	
NOUVEL Philippe	X	
SAHRAOUI Marc	X	
DRIOT Catherine	X	
MAS François	X	
DELAGÉ Angélique	X	
ARGELES Serge	X	
BELTRAMI Bruno		
BRAIT Bénédicte		
CHOUIT Benachir	X	
DELINEAU Nadia		Delage
DRUART Jérôme		
ESCARMANT Jean Marc	X	
EYMERIE Gaëlle	X	
GINOUX Gilles	X	
GOLFIER Philippe		
LAPALU Isabelle	X	
LAULHAU Hervé		
LOUART Michèle		Lapalu
MARLEE Serge	X	
MARTI Lucette	X	
SELLIER DE BRUGIERE Sophie		
TOULOUSE Brigitte	X	

OBJET : Délibération portant création d'un emploi permanent d'agent d'accueil état-civil

EXPOSE DES MOTIFS :

Conformément à L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En l'espèce, il convient de régulariser la situation statutaire de l'agent recruté au service état-civil en ce début d'année. En effet, deux postes d'adjoints administratifs territoriaux principaux 2^{ème} classe et 1^{ère} classe ont été créés lors du Conseil Municipal du 30 août 2021, mais il s'avère que l'agent finalement recruté ne dispose que du grade d'adjoint administratif.

CADRE JURIDIQUE :

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 313-1 et L. 332-8 ;

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu la jurisprudence administrative et notamment la décision de la Cour administrative d'appel de Douai, 2^e ch., en date du 13 mars 2012 ;

Vu le budget général ;

Vu le tableau des emplois et des effectifs ;

Vu l'avis de vacance d'emploi n° V033210700365872001 publié le 28 septembre 2021, pour un poste d'agent d'accueil état-civil aux grades d'adjoint administratif territorial principal 1^{ère} et 2^{ème} classe ;

Vu l'arrêté de nomination de Madame KACZMAREK Julie à compter du 1^{er} mars 2022 ;

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint administratif territorial, afin de régulariser la situation de l'agent en place et qui assume des fonctions d'agent d'accueil état-civil ;

Considérant que si les décisions administratives ne peuvent légalement disposer que pour l'avenir, les décisions relatives à la gestion des agents publics peuvent avoir une portée rétroactive lorsqu'elles sont purement recognitives ou lorsqu'elles sont nécessaires pour procéder à la régularisation de leur situation ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE,

DECIDE

Article 1^{er} : De créer un emploi permanent et à temps complet d'agent d'accueil état-civil, avec effet rétroactif à compter du 1^{er} mars 2022.

Article 2 : D'ouvrir cet emploi aux fonctionnaires disposant des grades suivants et de modifier le tableau des effectifs de la commune en conséquence :

- Adjoint administratif territorial

Article 3 : D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent au chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés ».

**Fait à Sainte Foy la Grande, le 01 juin 2022,
Christelle GUIONIE,
Maire,**

Le Maire,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE 02 juin 2022

Christelle GUIONIE,
Maire,

